



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le **14 OCT. 2015**

Affaire suivie par : Edith VIGNARD
et UT DREAL : Elodie MOUROUX
Tél. : 04-26-52-22-08
Fax : 04-26-52-21-62

Courriel : ddpp@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL N° 2015 295 - 0026

Mise à jour de la situation administrative

Société DROMOISE DE CEREALES - Saint Paul les Romans

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1671 délivré le 18 mai 1995 à la société coopérative Drômoise de Céréales relatif à l'exploitation d'installations de collecte, séchage et stockage de céréales à Saint Paul les Romans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-5185 délivré le 22 octobre 2007 à la société coopérative Drômoise de Céréales relatif à l'extension de son site de Saint Paul les Romans par la réalisation de trois nouveaux silos de stockage de céréales ;

VU le courrier en date du 22 septembre 2015 de la société Drômoise de Céréales demandant la mise à jour de la situation administrative de ses installations de silos sises à Saint Paul les Romans, le village ;

VU le rapport et les propositions en date du 5 octobre 2015 de l'inspection de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement compte tenu des évolutions réglementaires de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, pour la conservation des sites et des monuments ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société **DROMOISE DE CEREALES**, dont le siège social est situé ZI la Pimpie à Montélier (26120), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations déjà autorisées de son établissement situé au village à Saint Paul les Romans (26750)

Article 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1671 du 18 mai 1995, modifié par l'arrêté préfectoral n° 07-5185 du 22 octobre 2007, est remplacé par le tableau suivant :

| Nature des activités | Installations concernées et volume des activités | Numéro de la rubrique | régime | TGAP |
|--|---|-----------------------|--------|------|
| Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tentes ou structure gonflable. 1. silos plats si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ | Volume total de stockage en silos plats : 5 140 m ³ | 2160-1-b) | DC | / |
| Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ | Volume total de stockage en silos verticaux : 21 696 m ³ | 2160-2-a) | A | / |
| Broyage, concassage, criblage, déchetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 100 kW | Puissance installée de l'ensemble des machines fixes : 50 kW | 2260-2 | NC | / |

Article 3 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38 022 GRENOBLE Cedex 1) :

– par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Paul-les-Romans et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et une copie sera transmise à la direction départementale de la protection des populations.

Le présent arrêté peut être consulté sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Article 6 : EXÉCUTION ET COPIE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Maire de Saint-Paul-les-Romans et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'Inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Saint-Paul-les-Romans ;
- la Directrice Régionale de la DREAL, UT Drôme-Ardèche de la DREAL Rhône-Alpes ;
- et à Monsieur le Directeur de la société Drômoise de Céréales.

Valence, le 14 octobre 2015

Le Préfet,

De Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES